

Un an après les élections, Boris Johnson sur les starting-blocks

Article rédigé par *Thierry Martin pour Boulevard Voltaire*, le 14 décembre 2020

Source [Thierry Martin pour Boulevard Voltaire] « *Il y a un an* », nous rappelle le Premier ministre britannique [Boris Johnson](#), « *des millions de personnes, dont de nombreuses dans des circonscriptions historiquement travaillistes, nous ont vus comme le seul choix pour faire avancer le pays et ont voté conservateur l'an dernier, certains pour la toute première fois.* »

Il faut rappeler que l'infatigable Brexiteer Nigel Farage n'avait pas présenté de candidats face aux députés conservateurs sortants pour ne pas diviser les voix des Brexiteers. « *Même au beau milieu de la lutte contre ce virus, nous avons tenu nos promesses. Nous avons dit que nous obtiendrions le Brexit. Nous l'avons fait, en quittant l'UE, le 31 janvier de cette année. Quoi qu'il arrive dans les pourparlers commerciaux avec l'UE, notre nouvelle relation commerciale sera en place à partir du 1er janvier. On a dit qu'on reprendrait le contrôle des frontières britanniques. Nous avons adopté notre nouvelle loi sur l'immigration, qui met fin à la libre circulation à la fin de l'année et la remplace par un système d'immigration à points plus équitable, à l'australienne.* »

Joignant le geste à la parole, quatre bâtiments de guerre de la Royal Navy, des patrouilleurs armés et longs de 80 mètres, sont déjà mobilisés pour empêcher des chalutiers européens de pénétrer dans les eaux britanniques en cas de *no deal*. Des hélicoptères de l'armée pourraient aussi être utilisés pour surveiller les côtes. Le ministère de la Défense britannique a confirmé avoir « *mené une planification intensive pour s'assurer que la défense soit prête à divers scénarios à la fin de la période de transition* ». Quelque 14.000 militaires sont également en alerte pour être déployés dans le cadre de la transition post-Brexit. Côté sécurité intérieure, près de 6.000 policiers sont déjà recrutés, sur les 20.000 prévus.

Au moment où les espoirs d'un compromis avec l'Union européenne sur le Brexit s'amenuisent, les ministres du Commerce britannique et singapourien ont signé un accord de libre-échange, jeudi 10 décembre. Il s'agit, pour Londres, d'un pas vers l'adhésion à l'accord de libre-échange transpacifique dont Singapour est l'un des onze membres.

Par ailleurs, il y a déjà 14.800 infirmières de plus, sur les 50.000 prévues, ainsi que 6.250 médecins. Les travaux sont en cours concernant les 40 nouveaux hôpitaux et la modernisation de 20 autres. Le financement des écoles, avec un minimum de 5.000 livres par élève du secondaire, est en place depuis septembre.

Quant aux infrastructures, comme promis, le gouvernement a investi trois fois la moyenne des quarante dernières années pour construire les chemins de fer et les routes de l'avenir à travers le [Royaume-Uni](#). Ce qui concourra à la remise à niveau des collectivités. Le Fonds des villes (*Towns Fund*) de 3,6 milliards de livres et le Fonds de mise à niveau (*Levelling Up Fund*) de 4 milliards de livres assureront la prospérité et les possibilités pour tout le monde, pas seulement les Londoniens.

En revanche, le gouvernement semble faiblir sur la guerre culturelle menée contre la *BBC*. On parlait de la

fin de l'obligation de payer la redevance de la télé publique en raison des penchants gauchistes des journalistes qui violent la Charte qui les enjoint de « *fournir des informations dûment exactes et impartiales des affaires courantes et des émissions factuelles* », sans parler de « l'humour » systématiquement de gauche qui se confond avec la propagande et l'idéologie climato-catastrophiste. Sur ce dernier point, nous dit le journaliste anglais James Delingpole, au-delà de la *BBC*, nos médias vert pastèque ne demandent plus de comptes aux ennemis de la vérité et de la liberté mais agissent comme leur porte-parole.